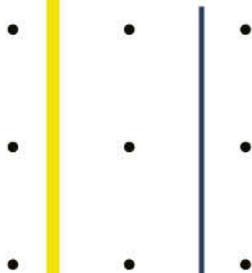


LE DROIT  
**CONSTITUTIONNEL**  
**DE LA V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE**



*EN CARTES  
MENTALES*

Johanna Noël



ellipses

# Table des matières

<b>Chapitre 1. La naissance de la V<sup>e</sup> République</b> .....	3
I. La genèse de la V <sup>e</sup> République.....	4
A. L'échec de la IV <sup>e</sup> République (1946-1958) .....	4
B. Le contexte de mai 1958 : la crise algérienne.....	5
II. L'élaboration de la Constitution de la V <sup>e</sup> République.....	7
A. Les conditions de l'élaboration :	
la loi constitutionnelle du 3 juin 1958 .....	7
B. Les étapes de l'élaboration .....	10
III. Les principaux auteurs de la Constitution du 4 octobre 1958 .....	12
A. L'influence majeure du Général De Gaulle (discours de Bayeux et d'Épinal) .....	12
B. L'influence capitale de Michel Debré.....	14
1. Pourquoi le régime parlementaire? .....	15
2. Comment rénover le régime parlementaire?.....	15
Pour résumer .....	17
<b>Chapitre 2. Le mandat du Président de la République</b> .....	19
I. L'élection du Président de la République .....	20
A. Le tournant de l'année 1962 : la consécration du SUD pour l'élection présidentielle .....	20
1. Pourquoi le Général de Gaulle souhaite-t-il instaurer le suffrage universel direct pour l'élection présidentielle? .....	20
2. Comment compte-t-il réviser la Constitution? .....	20
3. L'utilisation de l'article 11 de la Constitution pour changer le mode d'élection du Président de la République : une violation de la Constitution?.....	21
4. Quelles sont les conséquences de cette révision constitutionnelle de 1962? .....	21
B. L'organisation de l'élection présidentielle.....	22
1. Quand l'élection présidentielle se déroule-t-elle? .....	22
2. Quels sont les critères pour se porter candidat à l'élection présidentielle? .....	23
II. La durée du mandat : le passage du septennat au quinquennat .....	24
III. L'interruption du mandat .....	26

IV. La responsabilité du Président de la République .....	27
A. Quels changements existe-t-il entre l'ancien article 68 et l'actuel article 68 de la Constitution? .....	29
B. Comment se déroule la procédure de destitution? .....	29
C. L'existence d'une responsabilité morale du Président de la République? .....	30
Pour résumer .....	32
<b>Chapitre 3. Les pouvoirs du Président de la République .....</b>	<b>33</b>
I. Les pouvoirs propres du Président de la République .....	34
A. La nomination du Premier ministre (art. 8, alinéa 1, Const.) .....	34
B. Le référendum législatif (art. 11 Const.) .....	35
1. La procédure classique .....	36
2. La nouvelle procédure : le référendum d'initiative partagée .....	37
C. La dissolution de l'Assemblée nationale (art. 12 Const.) .....	37
D. Les pouvoirs exceptionnels en temps de crise (art. 16 Const.) .....	39
1. Quelles sont les conditions de mise en œuvre de l'article 16 de la Constitution? .....	39
2. Quel est le contenu des « pouvoirs exceptionnels »? .....	40
3. Quels contrôles existe-t-il sur l'utilisation de l'article 16 de la Constitution? .....	40
E. Le droit de message (art. 18 Const.) .....	40
F. La saisine du Conseil constitutionnel pour le contrôle de constitutionnalité d'un traité (art. 54 Const.) ou d'une loi (art. 61 Const.) .....	41
G. La nomination de trois membres du Conseil constitutionnel (art. 56 Const.) .....	42
II. Les pouvoirs partagés du Président de la République .....	43
A. Dans ses relations avec le gouvernement et l'administration .....	43
B. Dans ses relations avec le Parlement .....	44
C. Dans ses relations avec l'autorité judiciaire .....	44
D. La conduite de l'armée et de la diplomatie .....	45
III. Le triptyque présidentiel (garant, gardien et arbitre) : l'article 5 de la Constitution .....	45
A. Le Président de la République, gardien de la Constitution .....	46
B. Le Président de la République, arbitre entre les pouvoirs .....	46
C. Le Président de la République, garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités .....	46
Pour résumer .....	47
<b>Chapitre 4. Le gouvernement, organe collégial aux prérogatives essentielles .....</b>	<b>49</b>
I. La composition du gouvernement .....	50
A. L'entrée et la fin des fonctions des membres du gouvernement .....	50
1. La nomination des membres du gouvernement .....	50

2. La fin des fonctions des membres du gouvernement.....	51
B. L'architecture du gouvernement.....	51
C. Le statut des membres du gouvernement .....	53
1. Un statut caractérisé par une responsabilité pénale spécifique discutée .....	53
2. Un statut conditionné par un régime d'incompatibilités.....	55
II. Les prérogatives du gouvernement au cœur des interactions politiques .....	56
A. Des prérogatives au sein de la fonction exécutive : les interactions avec le Premier ministre et le Président de la République .....	56
B. Des prérogatives au sein de la fonction législative : les interactions avec le Parlement .....	57
Pour résumer .....	58

**Chapitre 5. Le Premier ministre, « cheville ouvrière » indispensable de l'État**..... 59

I. La nomination et la fin des fonctions du Premier ministre : le reflet d'une tradition juridique .....	60
A. La nomination stratégique du Premier ministre par le Président de la République.....	60
B. Démission ou révocation du Premier ministre?.....	60
II. Les attributions propres du Premier ministre.....	62
III. Les rapports entre le Premier ministre et le Président de la République : la problématique d'une dyarchie de l'exécutif .....	64
IV. Supprimer le Premier ministre?.....	66
Pour résumer .....	68

**Chapitre 6. La structure et le fonctionnement du Parlement**..... 69

I. La structure du Parlement.....	70
A. Le choix du bicamérisme en France .....	70
B. Le fonctionnement des assemblées parlementaires .....	72
1. L'autonomie des assemblées parlementaires : le règlement intérieur .....	72
2. Les organes de direction .....	73
Les Présidents des assemblées parlementaires .....	73
Le Bureau .....	74
La Conférence des présidents .....	74
II. L'organisation du travail parlementaire .....	75
A. Un travail structuré en sessions divisées en séances.....	75
1. Sessions ordinaire, extraordinaire et de droit.....	75
2. Le déroulement des séances .....	76
B. Un travail complexe réalisé par différents acteurs.....	77
1. Le rôle technique des commissions parlementaires.....	77
2. Le rôle idéologique des groupes politiques parlementaires .....	78
Pour résumer .....	80

<b>Chapitre 7. Le statut des membres du Parlement</b> .....	81
I. Devenir membre du Parlement : l'accès au mandat.....	82
A. Les élections des parlementaires .....	82
1. L'élection des députés .....	82
2. L'élection des sénateurs.....	84
B. Les incompatibilités avec le mandat parlementaire.....	85
II. Être membre du Parlement : l'exercice du mandat .....	85
A. Les obligations et les droits des parlementaires.....	85
B. La problématique de l'immunité parlementaire .....	87
Pour résumer .....	88
 <b>Chapitre 8. L'élaboration des lois</b> .....	 89
I. La procédure législative : l'élaboration des lois ordinaires.....	90
A. L'initiative de la loi.....	90
B. L'examen de la loi.....	91
1. L'examen en commission .....	91
2. L'examen en séance publique .....	92
C. L'entrée en vigueur de la loi .....	93
II. L'existence de procédures législatives spécifiques.....	94
A. Loi de finances : art 47 Constit. et LOLF du 1 <sup>er</sup> août 2001.....	94
B. Loi de financement de la Sécurité sociale :	
art. 47-1 Constit. ....	94
C. Loi de programmation : art. 34 et 70 Constit.....	94
D. Loi organique : art. 46 Constit.....	95
E. Loi constitutionnelle : art. 89 Constit. ....	95
F. Loi référendaire : art. 11 Constit.....	95
III. La place particulière des ordonnances	
dans la hiérarchie normative.....	96
A. Quelle est la procédure d'élaboration	
et d'adoption des ordonnances?.....	96
B. Quelle est la valeur juridique des ordonnances?.....	97
Pour résumer .....	99
 <b>Chapitre 9. Le domaine de la loi</b> .....	 101
I. La séparation entre le domaine de la loi et le domaine	
du règlement : article 34 C./article 37 C.....	102
A. La signification de la séparation.....	102
B. La réalité de la séparation : des frontières poreuses	
entre la loi et le règlement.....	106
II. Le contrôle du respect de la séparation loi/règlement .....	107
A. Les moyens à la disposition du Gouvernement.....	107
B. Les limites du contrôle du Conseil constitutionnel .....	109
Pour résumer .....	110

<b>Chapitre 10. Le contrôle parlementaire du Gouvernement.....</b>	<b>111</b>
I. Les procédures engageant la responsabilité du gouvernement.....	112
A. L'article 49 alinéa 1 C. : la question de confiance .....	112
B. L'article 49 alinéa 2 C. : la motion de censure .....	114
1. Quels sont les critères de recevabilité pour déposer une motion de censure? .....	114
2. Quelles sont les règles concernant le vote? .....	114
C. L'article 49 alinéa 3 C. : l'engagement de la responsabilité du gouvernement sur un texte.....	115
1. Quelles sont les caractéristiques de cette procédure? .....	115
2. Si une motion de censure est déposée, quelles sont les conséquences et les issues possibles? .....	116
3. Pourquoi cette procédure est-elle critiquée? .....	116
II. Les procédures n'engageant pas la responsabilité du gouvernement.....	117
A. La procédure traditionnelle : les questions parlementaires .....	118
1. Les questions écrites.....	118
2. Les questions orales.....	119
B. Les procédures renouvelées : les techniques d'information et d'évaluation.....	121
1. Les commissions d'enquête.....	121
2. Les missions d'information.....	122
3. Les résolutions.....	123
Pour résumer .....	124
 <b>Chapitre 11. La révision de la Constitution sous la V<sup>e</sup> République .....</b>	<b>125</b>
I. Les procédures de révision de la Constitution .....	126
A. La procédure traditionnelle prévue par l'article 89 C. ....	126
1. Les étapes de la révision constitutionnelle .....	126
2. Les limites à la révision constitutionnelle.....	127
B. L'utilisation controversée de l'article 11 C. ....	128
II. Les révisions constitutionnelles majeures sous la V <sup>e</sup> République ....	129
Pour résumer .....	132
 <b>Chapitre 12. Le Conseil constitutionnel : nature et composition.....</b>	<b>133</b>
I. De l'instauration de la justice constitutionnelle en France à son avènement.....	134
A. Le Conseil constitutionnel est-il une juridiction? .....	134
B. Qui peut saisir le Conseil constitutionnel?.....	135
II. La composition du Conseil constitutionnel .....	136
A. Les membres du Conseil constitutionnel.....	136
B. Les autres acteurs du Conseil constitutionnel .....	140
Pour résumer .....	141

<b>Chapitre 13. Les attributions du Conseil constitutionnel</b> .....	143
I. L'attribution principale du Conseil constitutionnel :	
le contrôle de constitutionnalité des lois .....	144
A. Les normes de référence du contrôle de constitutionnalité .....	144
B. Les normes contrôlées par le Conseil constitutionnel .....	146
1. Les normes soumises obligatoirement au contrôle du Conseil constitutionnel .....	146
2. Les normes soumises de manière facultative au contrôle du Conseil constitutionnel .....	147
3. Les normes exclues du contrôle du Conseil constitutionnel .....	147
C. Les spécificités du contrôle de constitutionnalité en France .....	147
1. La distinction entre le contrôle de constitutionnalité et le contrôle de conventionnalité des lois .....	147
2. La distinction entre le contrôle <i>a priori</i> et le contrôle <i>a posteriori</i> (QPC).....	148
II. Les autres attributions du Conseil constitutionnel .....	149
A. Le Conseil constitutionnel, un juge électoral.....	149
1. Les élections présidentielles.....	149
2. Les élections législatives et sénatoriales .....	151
3. Les opérations de référendum.....	151
B. Le Conseil constitutionnel, un organe consultatif.....	152
Pour résumer .....	153
 <b>Chapitre 14. La question prioritaire de constitutionnalité</b> .....	155
I. La naissance de la QPC : une révolution juridique? .....	156
A. Les origines .....	156
B. Les ambitions .....	157
C. Les effets.....	159
II. Le mécanisme procédural de la QPC.....	160
A. QPC = une question posée devant une juridiction.....	160
B. La transmission de la QPC.....	161
1. La nécessité d'un double-filtre.....	161
2. Les délais.....	162
3. Les conditions de fond et de forme .....	163
Première condition : L'applicabilité de la QPC au litige .....	163
Deuxième condition : l'absence de déclaration de constitutionnalité de la disposition législative (sauf changement de circonstances) .....	163
Troisième condition : Le caractère sérieux de la QPC .....	164
Pour résumer .....	165
 <b>Chapitre 15. Les décisions du Conseil constitutionnel</b> .....	167
I. Les caractéristiques des décisions du Conseil constitutionnel.....	168
A. La structure des décisions.....	168
B. L'autorité des décisions .....	169
C. La technique des réserves d'interprétation .....	170

II. Les « grandes » décisions du Conseil constitutionnel.....	171
A. Décision du 6 novembre 1962	
(Cons. const. n° 62-20 DC : saisine du président du Sénat).....	171
B. Décision du 16 juillet 1971	
(Cons. const. n° 71-44 DC : saisine du président du Sénat).....	171
C. Décision du 15 janvier 1975	
(Cons. const. n° 74-54 DC : saisine parlementaire).....	172
D. Décision du 23 janvier 1987	
(Cons. const. n° 86-224 DC : saisine parlementaire).....	173
E. Décision du 26 mars 2003	
(Cons. const. n° 2003-469 DC : saisine parlementaire) .....	173
F. Décision du 7 octobre 2010	
(Cons. const. n° 2010-613 DC : saisine par les présidents de l'AN	
et du Sénat) .....	173
G. Décision du 6 juillet 2018 (Cons. const. n° 2018-717/718 QPC :	
saisine par la Cour de cassation).....	174
Pour résumer .....	175
<b>Chapitre 16. La Constitution et l'Union européenne.....</b>	<b>177</b>
I. L'articulation entre l'ordre interne et l'ordre de l'UE .....	178
A. La suprématie de la Constitution : une question controversée .....	178
B. La distinction entre les contrôles de constitutionnalité	
et de conventionnalité.....	180
II. Les révisions constitutionnelles relatives à l'Union européenne.....	182
A. Quel est le rôle du Conseil constitutionnel? .....	182
B. Quelles sont les révisions liées à la construction européenne? .....	182
1. Révision du 25 juin 1992 – préalable à la ratification	
du Traité de Maastricht .....	182
2. Révision du 25 nov. 1993 – introduction de l'art. 53-1 Const.	
(droit d'asile) .....	183
3. Révision du 25 janv. 1999 – préalable à la ratification	
du Traité d'Amsterdam .....	183
4. Révision du 25 mars 2003 – Mandat d'arrêt européen.....	183
5. Révision inaboutie du 1 <sup>er</sup> mars 2005 – Traité établissant	
une Constitution pour l'Europe .....	183
6. Révision 4 fév. 2008 – Préalable à la ratification	
du Traité de Lisbonne .....	184
Pour résumer .....	184
<b>Annexes.....</b>	<b>185</b>
<b>Table des cartes mentales.....</b>	<b>225</b>